

Le gouvernement dévalise la Sécu !

Le coronavirus fait exploser le déficit de la *Sécurité sociale* à plus de 52 milliards d'€. Un déficit qui correspond à une hausse de l'ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie) de 6,4% au lieu de 2,4% prévu.

Ce déficit est la conséquence d'évolutions « normales » comme l'augmentation des dépenses liées aux malades du virus et la baisse des cotisations liées aux interruptions d'activité, au chômage partiel (les personnes touchent 84 % de leur salaire net), aux baisses d'activité.

Mais les dépenses supplémentaires correspondent aussi à de scandaleuses décisions du gouvernement, qui fait payer à la Sécu une partie indue de la crise sanitaire : les équipements des soignants (8 milliards d'€), les congés maladie pour garde d'enfants, le coût des masques et des tests, les primes accordées aux soignants (1,3 milliard d'€ sans compter les primes au personnel des Ehpad) !

Macron applique toujours « la politique des caisses vides », ou en anglais « *starking the beats* » (« affamer la bête »), comme tous les gouvernements qui souhaitent réduire les dépenses publiques ou sociales mais qui craignent que ces réformes soient impopulaires et politiquement coûteuses. Elle consiste à générer d'abord du déficit (en réduisant les recettes ou en limitant leur augmentation, en augmentant les dépenses), pour ensuite justifier politiquement la réforme, au nom de la bonne gestion. Le public se réduit, au profit du privé. Et la Sécu rembourse moins, et les tarifs des mutuelles augmentent...



C'est à l'État de payer, pas à la Sécu !

Le pouvoir en place a poursuivi la politique de marchandisation de la santé de ses prédécesseurs. L'État est responsable de ce désastre sanitaire, c'est à lui de reprendre à son compte une partie du déficit créé par la crise. C'est d'ailleurs ce qu'a suggéré le Haut Conseil pour le financement de la protection sociale le 18 mai : distinguer l'exceptionnel du courant, le déficit lié à la crise étant repris par l'État.

Ce qui a aggravé la crise du covid-19 en France, c'est le sous financement de l'hôpital public, le manque de lits, notamment de lits de réanimation, le manque de tests et de matériels de protection (masques, blouses, etc.). C'est à l'État, sur son budget, d'intervenir pour financer ces 52 milliards et les besoins supplémentaires pour l'hôpital et pour la perte d'autonomie.

Actionnaires et patrons ont engrangé bien assez de bénéfices. Ils sont à l'origine des délocalisations qui nous ont amenés à une situation de dépendance vis à vis de la dictature chinoise, notamment. C'est aussi là qu'il faut prendre le fric qui nous a été volé et qui a endetté l'économie à la suite de cette crise.

Où trouver le financement ?

En 1996, l'impressionnante dette de la Sécu a été transférée dans la CADES, Caisse d'amortissement de la dette sociale, chargée d'éteindre cette dette d'ici 2024, avec notamment la CRDS (0,5 % de l'ensemble des revenus) et 0,6 point de la CSG. Depuis 1996, la CADES a remboursé 170 des 260 milliards de dette. Elle aura tout remboursé à la mi-2024, date à laquelle la cotisation CRDS est prévu de disparaître.

Plusieurs hypothèses apparaissent pour payer la crise :

- **Le gouvernement est fortement tenté de ne pas se priver des recettes de la CADES** de 18 et 24 milliards d'euros par an, de les prolonger au-delà de 2024 pour payer une partie de l'aide à l'autonomie, pour boucher le trou de la crise sanitaire...
- **D'ici là et même au-delà, l'État, peut emprunter** lui-même, moins cher que les agences sociales. Aujourd'hui, le taux à 10 ans de l'emprunt d'État est négatif (- 0,038 % le 25 mai), ce qui permet de lever des fonds sans rien payer pendant 10 ans. Il peut même s'endetter à très long terme, jusqu'à 30 ans pour fixer des taux bas durablement. L'opération est plus coûteuse (le taux à 30 ans français est de 0,70 % environ). On a aussi la possibilité de financer le coût d'un emprunt à 30 ans reprenant la dette sociale (1 milliard d'€) par le rétablissement de l'ISF.

Avec ce transfert de la dette sociale à la Cades, le gouvernement ne change pas de politique.

Il crée les conditions de nouveaux plans d'austérité, de nouvelles réformes des retraites, de nouvelles réductions de la protection sociale.

Le « *quoi qu'il en coûte* » social n'aura duré que d'une intervention à la télévision, pour jeter l'illusion d'un changement de politique et désamorcer une mobilisation. Ce qui tient, « *quoi qu'il en coûte* », c'est la politique de la classe, la politique Louis-Philipparde et le refus du gouvernement de revoir sa politique fiscale de maintien et d'amplification de l'enrichissement des plus riches.

Mobilisation pour défendre la santé et imposer une autre politique fiscale

Le 16 juin, le personnel de la santé l'a dit avec force : les applaudissements, les médailles, les promesses doivent laisser place à des actes, à la satisfaction des besoins, à un changement de politique.

Dans un premier temps, tout de suite, il faut cesser les suppressions de lits, les fermetures d'établissements et, au contraire, en créer, augmenter les salaires, les effectifs et les formations, renforcer les moyens financiers et supprimer l'ONDAM, garantir l'accès, la proximité et l'égalité de la prise en charge pour la population sur tout le territoire.

Le financement de ces mesures passe par un changement de financement des dépenses publiques :

- **Alimenter la Sécu en cotisant sur tous les revenus distribués par les entreprises**, c'est-à-dire aussi les dividendes, la participation, l'intéressement, etc. Seul le travail est créateur de richesses, mais il ne crée pas que des salaires, il crée aussi des profits, des dividendes, etc. Une sécurité sociale universelle doit donc reposer sur un financement lui aussi universel. Alimenter la sécurité sociale en ne la finançant que par des cotisations sur les salaires c'est accroître ses difficultés financières dès que l'exploitation du travail est renforcée, quand il y a plus de chômage, gel des salaires, développement de la précarité, et explosion des profits et des dividendes.
- **Cesser toutes les exonérations de cotisations sociales** et, en tout état de cause, rétablir dans sa totalité la compensation par le budget de l'État des éventuelles exonérations qui pourraient être maintenues pour certains secteurs, certaines activités (relocalisations, filières « vertes », etc.).
- **Renforcer la progressivité du système fiscal** français, taxer plus fortement les hauts revenus et patrimoines, rétablir l'ISF, supprimer la flat tax, appliquer une réelle progressivité de l'impôt sur le revenu en supprimant les « niches fiscales », etc.
- **Lutter réellement contre la grande fraude fiscale**, renégocier les conventions fiscales internationales qui organisent, de fait, la non-taxation des très grandes entreprises internationales, rendre impossible le développement des paradis fiscaux et des territoires offshore.

Et il faut annuler toutes les dettes d'État (Sécu, Services, dette des pays « émergents » et toutes celles des États les plus fortement touchés en Europe : Espagne, Italie, Grèce ...